L'Orient- Le jour 11-3-2020

Après Fitch, Moody's réagit à son tour au défaut annoncé par le Liban

DETTE

La vice-présidente de l'agence a estimé que cette décision « aura un impact négatif sur la situation financière des banques » qui sont fortement exposées à la dette publique.

P.H.B. **|**

Moins de 24 heures après Fitch, l'agence de notation Moody's a réagi à la décision du gouvernement libanais de ne pas régler l'échéance de 1,2 milliard de dollars d'eurobonds (titres de dette en devises) arrivés à échéance lundi pour ensuite restructurer sa dette publique, qui a flirté avec la barre des 92 milliards de dollars en 2018 (plus de 150 % du PIB), sur fond de grave crise économique et financière.
Dans un commentaire publié sur le site de l'agence, la vice-présidente de Moody's, Elisa Parisi-Capone, estime que cette décision « aura un impact négatif sur la situation financière des banques » qui sont fortement exposée à la dette publique. Elle ajoute que cela se répercutera ensuite « sur l'économie et la stabilité de l'ancrage de la livre sur le dollar », dont la parité est stabilisée depuis 1997 par la Banque du Liban, à raison de 1507,5 livres pour un dollar. Moody's pointe en outre du doigt les pertes que subiront les investisseurs privés qui détiennent des titres de dette libanaise.
Moody's considère de plus que le « faible niveau des réserves en devises de la BDL (…) accentue la pression sur la monnaie nationale », comme en témoigne la forte hausse des taux pratiqués par les changeurs, où a été enregistré un pic à environ 2700 livres pour un dollar la semaine dernière.

Déclaration de Wazni
L'agence avait estimé en février dernier que les réserves utilisables en devises de la BDL s'élèvent à entre 5 et 10 milliards de dollars alors que le service de la dette requiert cette année 4,7 milliards de dollars, et celui de 2021 a besoin de plus de 4 milliards de dollars. Samedi, le gouvernement a décidé de suspendre le remboursement des eurobonds pour privilégier le financement des importations stratégiques (carburant, médicaments, blé) pour le pays, tout en espérant que les négociations avec ses créanciers aboutissent.
Lundi soir, le ministre des Finances Ghazi Wazni a déclaré que les réserves de change à la BDL dépassaient les 20 milliards de dollars sur la chaîne de télévision LBCI. Le ministre a précisé que sur les 29 milliards de dollars que la BDL affirmait détenir, « 7 milliards de dollars avaient été prêtés au secteur bancaire » pour lui permettre de renflouer ses liquidités. Sur les 22 milliards de dollars restant à la disposition de la BDL, environ 18 milliards sont des réserves obligatoires que les banques doivent déposer à la Banque centrale, ce qui signifie que cette dernière ne détient normalement plus qu'environ 4 milliards de dollars « utilisables ». Fin février, la Banque centrale avait évalué ses réserves en devises à 30,27 milliards de dollars, hors les 5,5 milliards de dollars d'eurobonds qu'elle détient dans son portefeuille.
La décision du gouvernement libanais de ne pas honorer les eurobonds du 9 mars pourrait néanmoins bénéficier aux détenteurs de Credit Default Swap (CDS), ces contrats qui couvrent contre le risque de défaut de paiement de l'État et qui sont vendus comme un produit à part entière sur les marchés. Selon Bloomberg, le défaut libanais pourrait permettre aux détendeurs de CDS, qui ne sont pas obligatoirement des détenteurs d'eurobonds, d'engranger le paiement d'environ 400 millions de dollars (sur l'ensemble des durées couvertes, les plus « liquides étant ceux couvrant le risque de défaut sur une période de cinq ans). Les banques libanaises, à qui la BDL interdit depuis 2008 d'acheter des CDS, n'en profiteront a priori pas.

(Lire aussi : Le Liban en défaut de paiement : et maintenant ?)

La manne des CDS
Les trois principales agences de notation financières ont toute dégradé à plusieurs reprises la note du Liban, constatant la dégradation brusque de sa situation économique et financière en 2019. Les signes avant-coureurs trahissant l'ampleur des difficultés du pays avaient commencé à apparaître fin 2017, lors de l'épisode de la démission avortée du Premier ministre de l'époque, Saad Hariri, retenus plusieurs semaines à Riyad sur fonds de tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran.
Moody's a, de son côté, rappelé dans son communiqué que la crise de la dette que traverse actuellement le Liban est liée à la détérioration de sa balance des paiements qui accumule les déficits depuis ses années, une tendance que seules les coûteuses opérations d'ingénierie financières lancées par la BDL ont pu temporairement inverser. Elle cite également la fermeture des routes commerciales liant le Liban aux autres marchés du Golfe via la Syrie (le poste de frontière syro-jordanien de Nassib a fermé de début 2015 à fin 2018) ou encore l'entrée massive de réfugiés syriens au Liban depuis le

début du conflit qui a éclaté en 2011 dans leur pays. Ces facteurs ont diminué la capacité du Liban à attirer les capitaux et investisseurs étrangers, notamment ceux issus de la disposa libanaise et des pays du Conseil de coopération du Golfe, conclut Moody's.

L'agence américaine, l'une des trois principales avec Fitch et Standard & Poor's, avait déjà dégradé la notation souveraine du Liban de « Caa2 » à « Ca » fin février, tout en maintenant sa perspective « stable », soit une troisième dévaluation en un peu plus d'un an, suivie de peu par S&P. Lundi, Fitch a de son côté déclassé la note des eurobonds libanais à long terme et a prévu de réviser une nouvelle fois son évaluation après la fin du délai de grâce de 7 jours accordés aux emprunteurs conformément aux modalités prévues pour ce type d'obligations.